

*Initiatives ministérielles*

**Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby):** Monsieur le Président, on a eu droit, au cours des 20 dernières minutes, à une leçon d'histoire intéressante, et ce à plusieurs points de vue. Je voudrais commenter les déclarations de mon collègue de Regina—Lumsden, qui a bien décrit le contexte.

J'étais jeune, même très jeune, quand le régime d'assurance-maladie a été créé en Saskatchewan. Chose certaine, n'eût été du courage politique de certaines personnalités comme Tommy Douglas, notre pays ne serait pas encore doté d'un régime d'assurance-maladie.

Le député de Dartmouth vient de critiquer les gens qui hurlent à la lune. Pourtant, il n'a qu'à regarder dans un miroir pour en voir un bel exemple.

Tous les Canadiens tiennent énormément au régime d'assurance-maladie du Canada. Ils le considèrent comme un programme authentiquement canadien, pour lequel ils ont dû travailler et se battre pendant de nombreuses années. Rappelez-vous la situation pendant la crise, à l'époque où l'assurance-maladie n'existait pas. Ma belle-mère n'était encore qu'une fillette qui vivait en Saskatchewan. Elle souffrait d'une crise d'appendicite, mais sa famille ne pouvait se permettre les services d'un médecin. Si son frère aîné n'était pas revenu à la maison à temps pour dire à ses parents qu'il fallait la conduire à l'hôpital, je ne crois pas qu'elle serait en vie aujourd'hui, puisque son appendice avait crevé. À l'époque, les citoyens ordinaires ne pouvaient tout simplement pas consulter un médecin, car ils devaient choisir: ou ils nourrissaient leur famille, ou ils faisaient soigner l'un des leurs qui était malade. Ils attendaient donc trop longtemps. Non pas qu'ils n'avaient pas de cœur, mais ils n'avaient pas les moyens de faire autrement.

Aujourd'hui, la situation a changé au Canada. Les citoyens peuvent se rendre à l'hôpital et consulter des médecins. On ne peut laisser les gouvernements libéraux et conservateurs qui se succèdent miner ce programme.

Des délégations américaines viennent constamment au Canada pour étudier notre régime d'assurance-maladie. Il y a un mouvement de plus en plus important aux États-Unis qui réclame un régime d'assurance-maladie semblable à celui que nous avons au Canada. Ces délégations ont découvert et ont fait découvrir aux Canadiens que notre régime national d'assurance-maladie est beaucoup plus rentable que les régimes privés d'assurance-maladie aux États-Unis. Non seulement notre système est plus juste, non seulement il permet à tous les Canadiens d'avoir accès à l'assurance-maladie, mais il est plus rentable que le système américain. Il ne coûte pas plus cher, il coûte moins cher.

Qu'avons-nous vu ces dernières années? Tout d'abord, en 1977, ce sont les libéraux qui ont changé la formule de partage des coûts pour l'assurance-maladie et le Financement des programmes établis. Jusqu'à ce moment-là, les coûts étaient partagés également entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Ce fut le premier pas vers l'érosion de notre régime national d'assurance-maladie, et c'est les libéraux que nous devons remercier pour cela.

En 1984, Mulroney est arrivé au pouvoir. Que nous a-t-il promis? Il nous a promis de maintenir les paiements de transfert. Il a dit que les programmes sociaux étaient un dépôt sacré. Cependant, en 1986, le gouvernement conservateur a lancé son assaut contre le FPE, c'est-à-dire contre l'assurance-maladie et l'enseignement postsecondaire.

En 1990, les conservateurs ont présenté le projet de loi C-69 qui prévoyait que le Financement des programmes établis serait gelé aux niveaux de 1989 jusqu'en 1992. Nous avons maintenant le projet de loi C-20, qui prolonge ce gel jusqu'en 1994 ou 1995.

Ces réductions du FPE mettent en péril notre régime d'assurance-maladie et notre système d'enseignement postsecondaire.

L'impact de ces réductions sur notre pays est énorme. Ce gel du FPE fera perdre plus de 97 milliards de dollars aux Canadiens d'ici l'an 2000. Il ne s'agit pas ici de sommes minimes, mais bien de coupes massives dans les programmes auxquels les Canadiens tiennent beaucoup.

Que dit ce projet de loi aux Canadiens qui attendent une place à l'hôpital? Dans ma province, la Colombie-Britannique, nous avons de longues listes d'attente dans les hôpitaux. Les gens qui ont besoin d'une chirurgie cardiaque sont obligés d'aller se faire opérer à Seattle parce que nous n'avons pas assez de place pour les opérer chez nous.

• (1300)

Ces compressions, alliées aux autres politiques draconiennes du gouvernement conservateur, se traduiront par une perte de plus de 5 milliards pour la Colombie-Britannique d'ici à l'an 2000. La situation des services de santé est déjà critique. Déjà, les malades doivent attendre pour se faire soigner. Je reçois de plus en plus de lettres de mes électeurs qui s'inquiètent et s'impatientent parce qu'un membre de leur famille ne peut entrer à l'hôpital pour subir une intervention chirurgicale nécessaire, à cause de tous ces retards. Ces compressions et le blocage des paiements de transfert ne vont pas arranger les choses.